

VOLUME 2

SECTION 3 CONDITIONS PARTICULIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

Les présentes conditions particulières précisent et complètent les conditions générales applicables au marché. Sauf si les conditions particulières en disposent autrement, les dispositions des conditions générales susmentionnées demeurent pleinement applicables. La numérotation des articles des conditions particulières n'est pas consécutive et suit la numérotation des articles des conditions générales. Les autres conditions particulières doivent être indiquées ensuite.

Article 2 Langue du marché

- 2.1 La langue utilisée est le français.

Article 4 Communications

- 4.1 Toute communication écrite relative au présent contrat, entre le pouvoir adjudicateur d'une part et le titulaire d'autre part, doit indiquer l'intitulé du contrat et son numéro d'identification et doit être adressée par courriel électronique ou par porteur aux adresses suivantes :

Pour le Pouvoir adjudicateur

Hyppolite SIB
Directeur pays de l'Association COGINTA en Côte d'Ivoire
Angré 9 Tranche, Cité STAR 12, Abidjan
Code postal : Abidjan 01
E-mail : sib@coginta.org, yao@coginta.org

Avec copie au siège de Coginta :

Association Coginta
Maison Internationale de l'Environnement (MIE), 1er étage,
7 Chemin de Balexert, Châtelaine, CH-1219 Genève, Suisse,
admin@coginta.org

Pour le contractant :

XXXXXXXX

- 4.2 Le maître d'ouvrage et le contractant utilisent un système électronique à toutes les étapes de l'exécution du marché, y compris, notamment, pour la gestion du marché (modifications et ordres de service), l'élaboration de rapports (y compris sur les

résultats) et les paiements. Le contractant est tenu de s'inscrire sur le système d'échange électronique approprié et d'en faire usage pour assurer la gestion électronique du marché.

La gestion électronique du marché au moyen du système susmentionné peut commencer à la date de début de l'exécution du marché, comme décrit à l'article 33 des conditions générales du marché, ou à une date ultérieure. Dans ce dernier cas, le maître d'ouvrage informe le contractant par écrit de son obligation d'utiliser le système électronique pour toutes les communications dans un délai maximal de trois mois.

Article 5 Le maître d'œuvre et le représentant du maître d'œuvre

- 5.2 Dans le cadre du présent marché, aucun représentant n'est délégataire des tâches et compétences du maître d'œuvre
- 5.4 Les ordres de service sont émis et transmis au contractant par le Projet en deux (02) copies. La personne en charge de la réception des ordres de service chez le contractant devra dater, tamponner et archiver sa copie et en retourner une au projet.

Article 7 Sous-traitance

- 7.3 Lors de la sélection des sous-traitants, le contractant donne la préférence aux personnes physiques, sociétés ou entreprises des États ACP aptes à exécuter les travaux requis dans les mêmes conditions.

Article 9 Accès au chantier 9.1

- 9.1 L'attention du contractant est attirée sur le fait qu'il existe un chef de délégation de l'Union européenne dans l'État du maître d'ouvrage. Le contractant est tenu de lui donner libre accès à ses chantiers, usines, ateliers, etc., et, d'une manière générale, de lui accorder toutes facilités utiles pour l'accomplissement de ses fonctions au même titre qu'au maître d'œuvre. Ces mêmes dispositions s'appliquent également aux représentants du chef de délégation par lui désignés.

Article 12 Obligations générales

- 12.9 Le contractant doit disposer des panneaux de chantier à l'entrée et la sortie du site. Le contenu des panneaux de chantier devra être décidé de commun accord avec le Maître d'ouvrage.

Article 15 Garantie de bonne exécution

- 15.1 Par dérogation à l'article 15 des conditions générales, aucune garantie de bonne exécution n'est requise dans le cadre du présent marché.

Article 16 Responsabilité et assurances

- 16.1 a) Par dérogation à l'article 16.1, point a), 2^e alinéa, des conditions générales, l'indemnisation des dommages aux travaux issus de la responsabilité du contractant à l'égard du maître d'ouvrage est plafonnée à un montant égal au montant du marché.
- 16.1 b) Par dérogation à l'article 16.1, point b), 2^e alinéa, des conditions générales, l'indemnisation des dommages issus de la responsabilité du contractant à l'égard du maître d'ouvrage est plafonnée à un montant égal au montant du marché.

Article 17 Programme de mise en œuvre des tâches

- 17.1 Le contractant remet au maître d'œuvre un programme simplifié de mise en œuvre des tâches. Ce programme comprend au moins l'ordre dans lequel le contractant propose d'exécuter les travaux, ainsi que les délais, et se fonde sur les tranches prévues à l'article 49.1 des conditions particulières.
- 17.2 Ce document est retourné au contractant par le maître d'œuvre avec toutes observations utiles dans un délai de dix jours à compter de sa réception par le maître d'œuvre, sauf le cas où le maître d'œuvre notifie au contractant, dans ce délai de 10 jours, sa volonté de tenir une réunion afin de discuter des éléments soumis.

Article 19 Plans et études d'exécution du contractant

- 19.1 A l'exception des plans architecturaux qui ne sont pas modifiables et fournis par le Maître d'ouvrage, le contractant devra fournir pour approbation au représentant habilité du Maître d'ouvrage les documents suivants :
- Le planning général d'exécution des travaux
 - Le planning détaillé d'exécution des travaux
 - Le planning des approvisionnements
 - La formulation du béton

Article 21 Risques exceptionnels

- 21.4 Aucun risque exceptionnel n'est prévu dans le cadre du présent marché. Le contractant est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour pouvoir résorber les éventuels risques pouvant surgir lors des travaux.

Article 24 Entraves à la circulation

- 24.1 NA

- 24.2 l'entreprise aménagera les voies d'accès dans le site, qui sera entretenue jusqu'à la fin des travaux

Article 27 Matériaux provenant de démolitions

- 27.2 les matériaux provenant de démolitions deviennent la propriété du maître d'ouvrage sauf les matériaux qui peuvent être utilisés par exemple les moellons

Article 29 Ouvrages temporaires

- 29.2 L'entreprise aménagera avant le début des travaux des locaux constituant les bureaux de chantier, la salle de réunion, le dépôt pour le stockage des matériaux et matériels, il aménagera aussi une clôture provisoire durant toute la durée des travaux

Article 34 Période de mise en œuvre des tâches

- 34.1 La période de mise en œuvre des tâches est de six (06) mois (180 jours calendaires) à compter de la date de démarrage, selon le planning suivant :

Mois 0 : Ordre de service de démarrage des travaux

Mois 0+1 : Phase de préparation (transmissions pour validation de plans d'exécution, plannings détaillés de mobilisation du personnel, des matériels et des approvisionnements)

Mois 0+6 : Réception provisoire des travaux

Mois 0+12 : Réception finale des travaux

Article 36 Retards dans la mise en œuvre des tâches

- 36.1 L'indemnité forfaitaire pour retards dans l'exécution des travaux est fixée à 0,1 % de la valeur du marché pour chaque jour ou portion de jour écoulé entre la fin de la période de mise en œuvre des tâches et la date réelle d'achèvement des travaux et jusqu'au plafond de 10 % de la valeur du marché ou, si le marché est subdivisé en phases, de la phase concernée et jusqu'à concurrence de 10 % du montant de la phase concernée.

Article 39 Journal des travaux

- 39.1 Un journal de chantier doit être tenu par le conducteur des travaux ou le chef du chantier du contractant. Ce journal devra être contresigné par l'ingénieur du Maître d'ouvrage en charge du suivi/contrôle des travaux.
- 39.2 Les règles techniques de rédaction des déclarations devront être celles usuelles sur les chantiers de construction.

Article 40 Origine et qualité des ouvrages et matériaux

- 40.1 Tous les biens et matériaux achetés en application du présent marché peuvent provenir de n'importe quel pays.

Aux fins de la présente disposition, l'«origine» signifie l'endroit où les biens sont extraits, cultivés, produits ou manufacturés et/ou d'où les services sont prestés. L'origine des biens doit être déterminée en accord avec le code des douanes de l'Union européenne ou de la convention internationale applicable en l'espèce.

Toute modification apportée, lors des importations, à l'origine prévue doit avoir été signalée au maître d'œuvre et avoir reçu son approbation.

- 40.2 Les travaux et les objets, appareils, équipement ou matériaux à mettre en œuvre pour leur exécution doivent répondre au Cahier des prescriptions spéciales (Spécifications techniques).

- 40.3 Une réception technique préliminaire est requise. À cet effet, une fiche de réception technique est établie par le représentant habilité du Maître d'ouvrage, en présence du conducteur principal des travaux du Contractant. Cette fiche est signée par l'ensemble des parties.

Les éventuelles réserves qui y sont mentionnées devront être levées dans un délai n'excédant pas une (1) semaine.

Une vérification de la levée des réserves sera ensuite effectuée et donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception technique des travaux, signé par les représentants de toutes les parties (Maître d'ouvrage et Contractant)

Tous les matériaux employés doivent être de meilleure qualité et exempt de tous défauts capables de compromettre la solidité, l'aspect ou la durée des ouvrages. Avant de le mettre en œuvre, l'entrepreneur devra remettre au superviseur des travaux les échantillons des matériaux. Dans les 15 jours de la réception de l'échantillonnage, le superviseur transmettra à l'entrepreneur adjudicataire la liste des échantillons retenus et désignera les articles pour lesquels l'entrepreneur devra présenter un nouvel échantillon plus conforme aux prescriptions technique, au cahier des charges et des plans. Les échantillons refusés seront retournés à l'entrepreneur et les autres seront conservés par le superviseur des travaux à titre des matériaux témoins.

Les matériaux réellement employés sur le chantier doivent être de la même qualité, composition et dimension que les échantillons validés

Article 44 Principes généraux paiements

- 44.1 Les paiements sont effectués en XOF par Coginta sur le compte bancaire du contractant indiqué dans la fiche signalétique annexée au présent contrat. Ils sont réalisés par chèque ou par virement bancaire sur le mode des frais partagés (SHA).

- 44.2 Les factures doivent être établies au nom de :

Association COGINTA

Hyppolite SIB
Directeur pays de l'Association COGINTA en Côte d'Ivoire
Angré 9 Tranche, Cité STAR 12, Abidjan
Code postal : Abidjan 01
E-mail : sib@coginta.org, yao@coginta.org,

- 44.3 Par dérogation, le paiement du préfinancement au titre de l'avance forfaitaire doit être fait dans les 30 jours.

Les autres préfinancements doivent être effectués dans un délai de 90 jours. Les paiements au contractant des montants dus au titre de chaque état de décompte approuvé sont effectués par le maître d'ouvrage dans un délai de 90 jours. Le paiement dû au titre du décompte définitif établi par le maître d'œuvre est effectué par le maître d'ouvrage dans un délai de 90 jours.

Article 46 Préfinancement

- 46.1 Le seul préfinancement accordé au contractant est l'avance forfaitaire.
- 46.2 Par dérogation à l'article 46.2 des conditions générales, l'avance forfaitaire visée à l'article 46.1, point a), est fixée à 30 % du prix initial du marché.
- 46.3 c) Par dérogation à l'article 46.3, point c), des conditions générales, aucune garantie de préfinancement n'est requise.
- 46.8 Les tranches fixées à l'article 49.1 des présentes conditions particulières sont déterminées de telle sorte que le préfinancement soit intégralement remboursé avant la réception provisoire.

Article 47 Retenues de garantie

- 47.1 Le montant retenu en garantie de l'exécution des obligations du contractant pendant la période de garantie est fixé à 10 % du prix du marché. Par dérogation à l'article 47.1 des conditions générales, cette retenue n'est pas prélevée sur les acomptes. Les tranches visées à l'article 49.1 des présentes conditions particulières sont déterminées de telle sorte qu'à la délivrance du certificat de réception provisoire, la somme retenue s'élève à 10 % du prix du marché.

Article 48 Révision des prix

les prix sont fermes et non révisables.

Article 49 Évaluation des travaux

- 49.1 Ce marché est à forfait.

Les montants dus sont fixés à raison des tranches suivantes, exprimées en pourcentage du prix du marché :

	Pourcentage	Nature	Échéance
1.	30%	Avance forfaitaire(acompte) visée à l'article 46, paragraphe 1, point a)	Après la conclusion du marché, l'installation de chantier et sur présentation d'une facture.
2.	20%	Acompte	Après l'achèvement de 50 % des travaux
3.	20%	Acompte	Après l'achèvement de 80 % des travaux
4.	20%	Acompte	Après l'achèvement de 100 % des travaux (Réception provisoire)
Paie ment final	10 %	Facture finale. Retenue au titre de l'article 47	Dans un délai de 45 jours à compter de la délivrance du décompte définitif signé (après la réception définitive).

Article 50 Acomptes

- 50.1 Les acomptes seront versés conformément à l'article 49.1 des présentes conditions particulières.

Article 51 Décompte définitif

- 51.1 Le projet de décompte définitif est remis, au plus tard, à la date de la demande par le contractant de l'établissement du certificat de réception définitive. Pour permettre au maître d'ouvrage d'établir le décompte définitif, le projet de décompte définitif est soumis avec les documents permettant d'établir en détail la valeur des travaux réalisés conformément au marché et toutes autres sommes que le contractant estime lui être dues sur la base du marché.
- 51.2 Le maître d'ouvrage établit et signe le décompte définitif dans les 30 jours après l'établissement du certificat de réception définitive, prévu à l'article 62.

Article 59 Réception partielle

- 59.3 Il est possible de procéder à des réceptions partielles. La période de garantie visée à l'article 61 commence alors à partir de la date d'établissement du certificat de réception provisoire.

Article 61 Obligations au titre de la garantie

- 61.1 La période de garantie correspond à la période indiquée dans le marché qui commence à courir à partir de la date de la réception provisoire et pendant laquelle le contractant est tenu d'achever les travaux et de remédier aux vices et malfaçons selon les instructions du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage. Les droits et obligations des parties au regard de cette période de garantie sont définis à l'article 61 des conditions générales.

Article 68 Règlement des litiges

- 68.4 Tout différend survenant dans l'exécution du présent marché et qui ne peut être réglé d'une autre manière est de la compétence exclusive du Tribunal de première instance de Genève conformément à la législation nationale de l'État du maître d'ouvrage.

Article 72 Protection des données

1. Le traitement des données à caractère personnel liées à l'exécution du marché par le maître d'ouvrage se déroule conformément à la législation nationale de l'État du maître d'ouvrage et aux dispositions de la convention de financement correspondante.
2. Dans la mesure où le marché couvre une action financée par l'Union européenne, le maître d'ouvrage peut partager avec la Commission européenne les communications relatives à l'exécution du marché. Ces échanges sont faits à la Commission, uniquement dans le but de permettre à cette dernière d'exercer ses droits et obligations en vertu du cadre législatif applicable et de la convention de financement avec le pays partenaire - le maître d'ouvrage. Les échanges peuvent impliquer des transferts de données à caractère personnel (telles que les noms, les coordonnées, les signatures et les CV) de personnes physiques participant à l'exécution du marché (telles que les contractants, le personnel, les experts, les stagiaires, les sous-traitants, les assureurs, les garants, les auditeurs et les conseillers juridiques). Dans les cas où le contractant traite des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du marché, il informe en conséquence les personnes concernées de la transmission éventuelle de leurs données à la Commission. Toute donnée à caractère personnel transmise à la Commission sera traitée par cette dernière conformément aux dispositions du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE¹,

¹ JO L 205 du 21.11.2018, p. 39.

et comme détaillé dans la déclaration relative à la protection de la vie privée disponible dans ePRAG.

* * *